L'ABEILLE

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS PAR
JÉROME-BAYON.

SAMEDI, (MATIN) 9 JUIN 1832.

GOUVERNEUR.
J. B. DAWSON.

Représentant du 1er. District, au Congrès:
E. D. WHITE.

Nous sommes autorisés à annoncer que les personnes suivantes seront soutenues en juillet prochain, à l'élection de représentans:

ZEPHIR CANONGE,	ANTONIO DUCROS,
WM. F. DUPLESSIS,	S. D. DIXON,
E. A. CANON,	B. MARIGNY,
FELIX LABATUT.	

Liste générale des Candidats aux places de Représentants à la Législature.

☞ La paroisse d'Orléans nomme sept membres. ☜

ANTONIO DUCROS.	J. M. KENNEDY.
ZÉPHIR CANONGE,	E. MAUREAU.
E. A. CANON.	CHS. F. DAUNOY.
J. R. STERRETT.	ALBERT HOA.
S. D. DIXON,	L. PIERCE,
WM. F. DUPLESSIS,	D. AUGUSTIN.
F. LABATUT,	LOUIS AILARD,
B. MARIGNY,	J. LALLANDE.
J. R. GRYMES,	

INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLÉANS, 9 juin.

Par le bateau-à-vapeur *St.-Louis*, arrivé hier de St.-Louis, nous avons appris la confirmation du massacre de trois familles aux Illinois, par les Indiens. Ils continuaient leurs ravages aux environs de Hennipen, sur la rivière Illinois. Le général Atkinson avait joint ses troupes à celles du général Whiteside, qui devait, avec sa brigade forte de 1400 hommes, aller à la poursuite des Indiens. Le général Atkinson devait maintenir sa position. On avait proclamé la loi martiale à Galena; plusieurs escarmouches avaient eu lieu dans ce voisinage. Les trois familles qui ont été massacrées sont celles de Hall, Davies et Pennigrew. Le rapport de l'enlèvement de deux jeunes demoiselles par les Indiens, est confirmé.

La communication suivante signée ST.-MARY a paru dans la partie anglaise de l'*Argus* d'hier :

"M. Gibson voudra bien appeler l'attention du maire sur ce qui se passe au coin des rues Tchoupitoulas et Poydras, afin qu'il voie de ses propres yeux les ordures qui y sont depuis deux mois, et auxquelles ne font aucune attention ceux qui ont l'obligation de s'occuper de cette partie de la ville. Il obligera infiniment ceux qui ont occasion de passer en cet endroit."

Nous trouvons injuste, ST. MARY, de s'adresser au maire pour des choses qui ne le regardent pas directement; le maire a les occupations de son bureau et l'administration générale de la ville à surveiller. C'est au commissaire de la partie supérieure de la ville que ST. MARY aurait dû s'adresser pour faire enlever les immondices qui se trouvent à l'endroit désigné dans sa communication; c'est, enfin, M. P. D. Henry, (alias *Henry Mazile*), si gracieusement payé par la Corporation, qui a oublié son devoir dans cette circonstance. Comme nous avons tout lieu de croire que cela lui est déjà arrivé, (car il y a tout au plus trois semaines qu'un chien mort est resté exposé au coin des rues des Magasins et de la Commune trois ou quatre jours), que les citoyens de ce quartier adressent une pétition au Conseil; et sans doute, un autre commissaire plus actif que M. Henry sera nommé à sa place. Voilà ce que nous croyons devoir engager ST. MARY et tous ceux de ce district à faire; mais le chef de l'administration municipale ne peut être tenu de remplir les devoirs d'un commissaire de police.

Les journaux de New-York sont du 25 mai; ils fournissent des nouvelles d'Angleterre du 24 avril (Londres 21) reçues par le navire *Josephine*, capitaine BRITTON, arrivé de Belfast. Ces nouvelles sont d'un haut intérêt; les principales sont la seconde lecture du bill de réforme, décidée dans la chambre des lords après une lutte acharnée, une lutte à mort entre le parti libéral et le parti aristocratique; le soufflet donné à la France par l'Espagne, en ne voulant pas recevoir son ambassadeur et en déclarant qu'elle interviendra dans la lutte entre les deux frères de Portugal; la ratification du traité de la conférence par l'Autriche et la Prusse; l'adhésion du roi Guillaume de Hollande; et enfin la diminution rapide du choléra à Londres et même à Paris. Depuis long-tems les arrivages d'Europe ne nous avaient rien appris d'aussi important.

Le vote sur la seconde lecture du bill de réforme a eu lieu le 14; la séance a duré toute la nuit 13 au 14, et n'a été close qu'à 7 heures et un quart du matin. Le premier ministre a déclaré que si le bill éprouvait de nouveaux délais, il créerait un nombre suffisant de nouveaux pairs pour en assurer l'adoption. A la bonne heure! voilà parler: entendre les vœux du pays et y répondre, quoiqu'il arrive, c'est là ce que doivent faire les hommes appelés à gouverner. S'ils ne s'en sentent pas le courage, ils doivent aller reprendre leur demi aune s'ils sont marchands, ou leur truelle s'ils sont maçons.

Les ministres de l'Autriche et de la Prusse ont fait connaître l'adhésion de leurs gouvernemens respectifs aux articles du traité de la conférence, et on présume que la ratification de la Russie ne se fera pas attendre. Une lettre de la Htie, du 12 mars, tient même ce langage : "La déclaration définitive de sa majesté a été transmise à la conférence de Londres; elle renonce à la souveraineté de la Belgique et reconnaît le roi Léopold." Cette question embarrassante est donc réglée; le *Courier de Londres*, du 19 avril, attribue ce résultat à la seconde lecture du bill de réforme, et à la prudence, à l'énergie et à l'habileté des plénipotentiaires français et anglais.

Le parlement s'est ajourné au 7 mai. La chambre des lords a nommé une commission pour s'enquérir de la situation des colonies des Indes occidentales.

La chambre des communes a adopté le bill relatif à la perception des dîmes en Irlande, malgré l'opposition de MM. O'Connell et Shield.

Il y a eu dans cette même chambre une discussion sur les affaires de la Pologne, dont le *Chronicle* de Belfast du 22 avril rend compte en ces termes :

" Nous sommes ravis de voir dans quel esprit la chambre des communes envisage la situation politique actuelle de la Pologne. L'unanimité qui règne sur ce sujet, et les sentimens que les ministres ont manifestés dans le parlement, s'ils parviennent jusqu'à lui feront trembler le tyran sur son trône. "

Néanmoins, il ne paraît point que la discussion ait amené autre chose que les observations suivantes de lord Althorp :—

" Il m'est impossible d'entrer en ce moment dans l'explication des vues du cabinet de S.M. à l'égard des affaires de ce malheureux pays, dont le sort a excité un si vif intérêt chez tous les peuples libres. Depuis que ces affaires ont eu lieu, le gouvernement n'a reçu de la Russie aucune communication qui puisse le mettre à même de former un jugement définitif sur les documens qui ont été publiés. Je ne fais que rendre justice aux ministres de S. M., en disant que ce n'étaient pas des espérances trompeuses qu'ils donnaient aux Polonais. C'en est assez : pour les raisons que je vous ai fait connaître, je dois différer de nouvelles explications. "

Le choléra continue à Paris et dans les environs, mais il fait moins de ravages. Il n'y avait eu que 512 décès dans la journée du lundi 16, tandis que le lundi précédent, le nombre s'en était élevé à 861 !

Parmi les personnes de distinction qui ont succombé à cette terrible maladie, on cite M. Loyer, député; le vicomte de Cassène, l'un des nouveaux pairs; le prince de Castelcicala, ambassadeur napolitain; MM. Morel de la Pommeraie, député; le comte Morand; la marquise d'Etampes; la baronne de Laître; Mavrocordato, officier grec au service français; le fils de M. de Schonen; un commissaire de police; un neveu du secrétaire général du ministre de la marine; M. Charon, qui a présidé au Champ de Mars à la célèbre Fédération du 14 juillet 1790. Il n'est pas fait mention du général Lamarque, du député Pagès, ni des autres personnages distingués qui étaient atteints du choléra.

Neuf cas de choléra ont eu lieu dans les environs de Rouen; cinq personnes sont mortes de cette maladie à Troies.

Le choléra s'étend aussi à Aisne, Laon, Vervins, Soissons, Eure, Les Andelys, Loiret, Glen, Nord, Oise, Seine-Inférieure, Orne, Manche, Somme, Seine, Calvados, Côte-d'or, Bretagne, Charente-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne, Creuse, Cher, Nièvre, Yonne, Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Aube, Marne, Haute-Marne, Meuse, Ardennes, Moselle, Meurthe, Vosges, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Doubs, Haute-Saône, Jura, Ain, Rhône, Loire, Isère, Drôme, Ardèche, Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Haute-Garonne, Ariége, Tarn, Aveyron, Lot, Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne, Gers, Basses-Pyrénées, Landes, Gironde, Dordogne, Corrèze, Haute-Loire, Lozère